

M. McCullough (Moose-Mountain): Je voudrais signaler immédiatement, monsieur le président, que notre parti a toujours réclamé un programme agricole national assez étendu pour englober tous les aspects de l'agriculture au Canada. Nous ne sommes pas satisfaits de la façon dont le Gouvernement procède, à l'aveuglette et au petit bonheur.

Ce matin, j'ai été fort étonné de constater que le ministre de l'Agriculture, qui présentait ses crédits à la Chambre, a négligé d'aborder deux très importants aspects de l'agriculture: les bestiaux et les porcs, les œufs et les volailles. Bien que le comité lui ait permis à l'unanimité de poursuivre ses remarques préliminaires, il n'a pas jugé bon d'aborder ces questions. Il avait peut-être une raison d'agir ainsi, je ne sais trop. Mais je tiens à dire que tant que nous n'aurons pas un régime d'envergure comportant des prix de parité et d'autres formules en vue d'assurer aux agriculteurs canadiens des prix équitables, nous n'aurons pas de programme agricole convenable au Canada.

Étant donné que certains secteurs de l'économie agricole canadienne sont effectivement coincés par les prix, il importe que la Chambre étudie avec soin certains aspects de la situation agricole. De nouveau, ce matin, le ministre de l'Agriculture a protesté contre certaines remarques que j'ai faites au cours d'un débat antérieur; j'avais alors dit que la Fédération canadienne des agriculteurs a critiqué le ministre à cause des paroles qu'il a prononcées sur la prospérité des cultivateurs canadiens. Je veux traiter cette question avant de parler de la politique agricole en général. L'article dont j'ai parlé au cours d'un débat antérieur a été publié dans le numéro du 2 février 1956 du *Western Producer* sous le titre suivant: "On se moque de nous; un délégué critique Gardiner".

A la réunion de la Fédération canadienne des agriculteurs, à Hamilton, un délégué s'est élevé contre les remarques qu'avait formulées le ministre à une réunion antérieure à Winnipeg à propos du revenu des cultivateurs canadiens. Ce délégué a demandé que la Fédération canadienne des agriculteurs adopte une résolution et il s'est élevé contre ce qu'il a appelé une fausse représentation des faits par le ministre. Je veux lire certains passages de cet article. Soit dit en passant, ce délégué a dit au président de la Fédération, M. Hannam, qu'il se dérobaît à la question qu'on lui avait posée plus tôt au cours de la réunion; il lui a demandé une réponse directe. Je cite l'article:

M. Hannam a dit qu'il avait répondu à cette question la première fois qu'on l'a posée lorsqu'il a demandé à M. Stauffer de se reporter à son

discours présidentiel dans lequel il avait déclaré que, bien que la plupart des Canadiens profitent de la prospérité, les cultivateurs n'y participaient pas et qu'il faudrait tenir compte de ce fait, dans le tableau d'ensemble, lorsqu'on dresserait les programmes pour 1956.

La Fédération canadienne de l'agriculture a ensuite adopté une résolution critiquant la déclaration du ministre. En voici le texte:

La 20^e réunion annuelle de la Fédération canadienne des agriculteurs, assemblée aujourd'hui, a pris note avec regret d'une nouvelle qui a paru dans les journaux sur un discours prononcé à Winnipeg par M. Gardiner, ministre fédéral de l'Agriculture. Selon cette nouvelle, il aurait dit que le revenu en espèces des cultivateurs durant les cinq dernières années a été "de beaucoup le plus élevé qu'on ait jamais connu".

Sa comparaison du revenu en espèces et du revenu net des cultivateurs du Canada durant les deux dernières périodes quinquennales, quoique juste en théorie, peut créer une impression tout à fait fautive dans l'esprit du public. Durant les cinq dernières années, le revenu annuel en espèces des cultivateurs du Canada a fait voir une diminution de 480 millions de dollars et le revenu net, une baisse de 700 millions. Cet état de choses témoigne non seulement de la contraction rapide des cours agricoles qu'ont subie les cultivateurs du Canada, mais aussi d'une certaine augmentation des frais d'exploitation agricole au cours de cette période.

C'est le rapport entre les prix que les cultivateurs ont obtenus et ceux qu'ils ont payés durant cette période qui démontre le plus simplement possible la situation des cours agricoles. Ce rapport est passé d'une moyenne de 110 en 1951 à 80 à l'heure actuelle, niveau le plus bas jamais connu depuis 1940.

Le très hon. M. Gardiner: Ce que j'ai dit ce matin n'a qu'un sens. J'ai rappelé que notre honorable collègue prétendait que je n'avais pas parlé du revenu net, alors que ce compte rendu prouvait le contraire.

M. McCullough (Moose-Mountain): Je veux bien croire le ministre sur parole s'il dit qu'il a parlé de revenu net. Il sait pourtant qu'il laisse subsister une impression inexacte dans le public en général lorsque, prenant une période quinquennale, il...

Le très hon. M. Gardiner: Je n'ai rien fait de tel. Mon honorable ami a dit hier que jamais, surtout pas à Hamilton, je n'avais parlé de revenu net. Va-t-il avoir l'honnêteté de dire qu'il s'est trompé?

M. McCullough (Moose-Mountain): Lorsque le ministre, du consentement unanime du comité, s'est vu offert l'occasion de prendre la parole, il a refusé d'ajouter quoi que ce soit. Pendant les trente minutes dont je dispose, je vais traiter cette question; il pourra répondre plus tard.

La *Free Press* de Winnipeg, du 28 janvier, rappelait le discours prononcé à Winnipeg par le ministre. Je vais citer l'article *in extenso*. Encore une fois, en effet, je pense qu'on trouvera dans ce journal l'expression exacte des sentiments du public, ou du moins